



« Je t'aime, moi non plus » : l'Afrique du Sud et le Nigeria en Afrique

Moda Dieng*

Résumé

L'Afrique du Sud et le Nigeria demeurent les deux plus grandes puissances économiques en Afrique. Tout comme les autres puissances, toutes catégories confondues, elles cherchent à asseoir leur présence économique sur le continent. Dans une perspective comparative, cet article apporte un éclairage sur la place qu'occupent ces deux puissances dans le marché d'Afrique subsaharienne. L'étude conclut qu'en termes de commerce et d'investissements sur le continent africain, l'Afrique du Sud, du fait de la force de ses acteurs économiques et financiers, a une longueur d'avance sur le Nigeria.

Mots-clés : Afrique du Sud, Nigeria, Afrique subsaharienne, compétition économique

Abstract

South Africa and Nigeria remain the two largest economic powers in Africa. And just like all the other powers, they seek to establish their economic presence on the continent. Using a comparative framework, this article sheds light on the place occupied by these two powers in the sub-Saharan African market. The study concludes that in terms of trade and investment in Africa, South Africa, because of its economic and financial actors' strength, has a head start over Nigeria.

Keywords: Nigeria, South Africa, sub-Saharan Africa, economic competition

Introduction

L'Afrique du Sud et le Nigeria sont les deux plus grandes puissances en Afrique subsaharienne dont ils représentent la moitié de l'économie et 80 pour cent du PIB de l'Afrique australe et de l'Afrique de l'Ouest (Ernest

* Professeur adjoint/Assistant Professor, École d'études de conflits Université Saint-Paul, Ottawa, Ontario, Canada. Email : mdieng@ustpaul.ca

et Young 2014:57). Ces deux pays ont donc des capacités économiques qui leur permettent de se projeter au-delà de leurs voisins immédiats. Dans leur rapport avec le reste du continent, l'un et l'autre ont développé une politique extérieure qui présente des traits communs. L'Afrique du Sud et le Nigeria s'appuient sur une approche afrocentrique, qui accorde une grande importance à leur continent d'appartenance. Dans les relations interafricaines, ceux deux pays font aussi valoir un leadership constructif, ce qui explique leur implication dans les processus d'intégration, tout comme dans les processus de résolution des conflits (Odubajo & Akinboye 2017 ; Agbu 2010 ; Adebajo 2008 ; Adebajo & Landsberg 2003). L'Afrique du Sud et le Nigeria sont porteurs de l'idéologie du panafricanisme et encouragent la marginalisation des anciennes puissances coloniales, l'indépendance définitive de l'Afrique et la gestion des problèmes africains par des Africains. Enfin, ces deux puissances africaines manifestent aussi une aspiration à se positionner comme pont entre le continent et le reste du monde (Tjønneland 2013).

Tout comme les autres puissances, l'Afrique du Sud et le Nigeria cherchent à asseoir leur présence économique en Afrique. Dans une perspective comparative, cet article apporte un éclairage sur la place qu'ils occupent dans le marché de l'Afrique subsaharienne. Analyser leur présence économique en Afrique est intéressant dans un contexte où ce continent, du fait de ses nombreuses ressources naturelles et de son marché de consommation en augmentation rapide, suscite un regain d'intérêt de la part des puissances, toutes catégories confondues. L'Afrique du Sud et le Nigeria sont conscients des enjeux que représente l'Afrique.

L'aspiration de ces deux pays à étendre leur présence économique sur le continent fait partie intégrante de la compétition qu'ils mènent pour le leadership continental. La course au leadership continental ou régional est devenue un phénomène banal, et se manifeste dans plusieurs parties du monde : Chine et Japon en Asie, Argentine et Brésil en Amérique latine, Allemagne et France en Europe (Adebajo 2013). L'Afrique n'est pas à l'abri de ce phénomène, devenu perceptible à travers la compétition entre l'Afrique du Sud et le Nigeria. Alors que le Nigeria avait commencé à recalculer son PIB, Fioramonti (2013) écrivait en 2012 dans le *Mail & Guardian* que les résultats allaient froisser les décideurs sud-africains qui pourraient voir la couronne de leader africain se déplacer vers le Nigeria. En 2014, le Nigeria ravit effectivement à l'Afrique du Sud la place de première puissance économique du continent en termes de PIB (568,4 milliards de dollars à l'époque¹). Cette perte de leadership a été « très mal vécue par nombre de Sud-Africains qui regardent toujours le Nigeria avec une

certaine condescendance » (Parsi 2017). Le Nigeria n'aime pas non plus le fait que l'Afrique du Sud soit le seul pays africain du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et South Africa) et du G20, et domine différents secteurs de l'économie nigériane (Molele 2012). Ce n'est donc pas un secret que ces deux puissances ne s'apprécient pas (Allison 2015a).

La première partie de l'article étudie les relations bilatérales entre l'Afrique du Sud et le Nigeria. Cela permet de voir que les enjeux de partenariat entre ces deux puissances, bien qu'importants, n'ont pas été assez suffisants pour dissiper les tensions qui surgissent de temps à autre. Dans la deuxième partie, il est question de la place de ces deux puissances en matière de projection économique, notamment dans le marché africain.

Un bilatéralisme récent, mais soumis à rude épreuve

Fin de l'apartheid en Afrique du Sud et nouveau départ entre Abuja et Pretoria

Jusqu'au début des années 1990, l'Afrique du Sud et le Nigeria n'ont pas développé de relations de coopération à cause de la politique d'apartheid en Afrique du Sud. Rappelons que le Nigeria était parmi les pays africains les plus mobilisés contre l'apartheid et avait investi d'importantes ressources financières et diplomatiques dans la lutte contre ce système ; ce qui avait pour effet d'hypothéquer les relations économiques avec l'Afrique du Sud. L'Afrique du Sud et le Nigeria ont établi des relations diplomatiques officielles le 21 février 1994. Il y a un constat unanime au sujet du nouveau départ que ces deux pays ont pris à la fin de l'apartheid en Afrique du Sud (Odubajo & Akinboye 2017 ; Akindele 2007 ; Adebajo & Landsberg 2003). À rappeler toutefois que malgré l'avènement d'un régime démocratique en Afrique du Sud, Abuja et Pretoria n'ont pas démarré leurs relations du bon pied. Certes, le Nigeria a été l'un des premiers pays visités par le président Nelson Mandela, en signe de reconnaissance de l'appui d'Abuja dans la lutte contre l'apartheid, mais cela n'a pas véritablement fonctionné en raison de la crise de légitimité de la dictature militaire de Sani Abacha (1993-1998). L'absence de gouvernance démocratique au Nigeria se posait donc en obstacle à l'établissement de relations harmonieuses entre les deux pays.

Les enjeux de la coopération entre l'Afrique du Sud et le Nigeria ont largement été soulignés dans la littérature (Amusan et van Wyk 2011 ; Agbu 2010 ; Akindele 2007 ; Adebajo et Landsberg 2003). Le continent africain se trouve au cœur des enjeux mis en exergue dans la documentation. L'on souligne le fait que le changement de régime en Afrique du Sud soit intervenu dans un contexte africain marqué par des conflits, la pauvreté et

la marginalisation du continent. Pour faire face à ces défis et remédier à la nature déséquilibrée des relations entre l’Afrique et le reste du monde, l’Afrique du Sud et le Nigeria, les deux puissances de la région, ont pensé à collaborer (Akindele 2007 ; Adebajo & Landsberg 2003). Un autre motif de coopération serait lié à la prise de conscience, de part et d’autre, de la nécessité de maintenir un haut degré de dialogue, pour éviter la confrontation susceptible de porter préjudice à l’intérêt mutuel et au continent africain dans son ensemble (Amusan & van Wyk 2011). Mais la confrontation a-t-elle été évitée ? Ce qui est sûr, c’est que, sur bien des sujets, l’Afrique du Sud et le Nigeria ont dû travailler ensemble, espérant remorquer le reste de l’Afrique grâce à leurs capacités économiques (Agbu 2010). L’Afrique du Sud et le Nigeria ont donc des intérêts communs en Afrique et ont dû coopérer.

Cependant, sur beaucoup d’autres enjeux tels que la définition de l’agenda des organisations internationales africaines, le règlement des conflits, la représentation de l’Afrique au niveau mondial, ou encore au Conseil de sécurité des Nations unies, Abuja et Pretoria ont exprimé des désaccords, et même des rivalités (Odubajo & Akinboye 2017 ; Darracq 2011 ; Verront 2006). Les relations entre l’Afrique du Sud et le Nigeria ont connu des hauts et des bas en fonction des présidents au pouvoir. La phase de coopération la plus importante a été mise sur le compte de deux personnalités, à savoir Obasanjo et Mbeki (Landsberg 2008 ; Bach 2007). La présence simultanée de ces deux hommes au pouvoir a été favorable au dialogue, du fait de leurs relations d’amitié qui remontent aux années 1970². Cela s’est traduit, au début des années 2000, par une coopération économique et diplomatique soutenue entre l’Afrique du Sud et le Nigeria.

Les enjeux de la coopération bilatérale

Comme mentionné précédemment, l’Afrique du Sud et le Nigeria ont pris un nouveau départ dans leur interaction à la fin de l’apartheid en Afrique du Sud. La phase de coopération la plus aboutie a eu lieu entre 1999 et 2008, et a été l’œuvre d’Obasanjo dans le cas du Nigeria et de Mbeki pour l’Afrique du Sud. Au niveau multilatéral, les deux pays ont coopéré sur différents points, y compris pour la mise en place du NEPAD (New Partnership for Africa’s Development – Nouveau partenariat pour le développement de l’Afrique) en 2001, la transformation de l’Organisation de l’unité africaine (OUA) en Union africaine (UA), l’établissement du Conseil de paix et de sécurité de celle-ci, ou encore la création du Mécanisme africain d’évaluation par les pairs. La collaboration a aussi permis d’élèver la voix et la stature de l’Afrique dans les forums mondiaux (Landsberg 2008).

Au niveau bilatéral, la coopération économique s'est opérationnalisée en octobre 1999 à travers la création de la Commission binationale Afrique du Sud-Nigeria (*Bi-National Commission*, BNC), un partenariat permettant aux gouvernements et aux secteurs privés des deux pays d'interagir et d'améliorer le climat des investissements. Rappelons que l'année 1999 a été marquée par le retour de la démocratie au Nigeria (Bach 2007). Cela correspondait, sur le plan économique, à la deuxième phase de privatisation durant laquelle pas moins de 116 entreprises ont été privatisées (MGI 2010). Dans le même temps, l'Afrique du Sud sous Mbeki misait sur le secteur privé, en remplaçant, dès 1996, le Programme de reconstruction et de développement (Reconstruction and Development Programme – RDP) par la Stratégie de croissance, d'emploi et de redistribution (Growth Employment and Redistribution Strategy). Le partenariat stratégique réalisé dans ce contexte de libéralisation autant du côté d'Abuja que de Pretoria a sans doute impulsé les relations économiques entre l'Afrique du Sud et le Nigeria. Cela a mené à la création, en 2005, de la Chambre de commerce Afrique du Sud-Nigeria (*South Africa-Nigeria Chamber of Commerce* – SA-NCC), chargée de promouvoir le commerce bilatéral entre les deux pays.

Comme nous venons de le voir, l'Afrique du Sud et le Nigeria ont renforcé leurs relations économiques. La valeur du commerce bilatéral a été multipliée par dix en dix ans, de 3,2 milliards de dollars en 2001 à 36,6 milliards de dollars en 2013 (Nigeria–South Africa Chamber of Commerce 2014). Alors qu'il n'y avait que quatre entreprises sud-africaines au Nigeria en 1999, il y en a au moins 120 en 2018. Les grandes entreprises sud-africaines qui cherchent un ancrage africain veulent bien se positionner au Nigeria, le plus grand marché du continent (190 millions d'habitants en 2017). Le succès financier de l'opérateur sud-africain de téléphonie mobile, MTN (Mobile Telephone Networks), illustre tout l'enjeu que représente le Nigeria. Arrivé au Nigeria en 2001, MTN finit par y avoir son plus grand marché, soit 60,5 millions d'abonnés en 2017, contre 30,2 millions en Afrique du Sud (Games 2017: 12).

Le Nigeria est le troisième partenaire commercial de l'Afrique du Sud en Afrique, derrière le Zimbabwe et le Mozambique. Pour Pretoria, ce pays représente aussi une importante porte d'entrée en Afrique de l'Ouest, son premier partenaire dans la région. L'Afrique du Sud a donc besoin du Nigeria pour son grand marché, mais aussi pour son pétrole. Celui-ci représente en effet 98 pour cent des importations de Pretoria en provenance d'Abuja ; ce qui fait du Nigeria l'un des rares pays d'Afrique qui bénéficie d'un excédent commercial avec l'Afrique du Sud. Cependant, cette part d'importation,

aussi importante soit-elle, ne traduit pas un rapport de dépendance, puisque l'Afrique du Sud importe 45 pour cent du pétrole qu'elle consomme de l'Arabie Saoudite et 18 pour cent de l'Angola (*Fin24* 2014).

Le Nigeria, de son côté, a aussi besoin de l'Afrique du Sud pour ses exportations, ses investissements et sa technologie (Amusan & van Wyk 2011). Certes, très peu de grandes compagnies nigérianes sont présentes en Afrique du Sud. Le groupe Dangote qui opère dans une vingtaine de pays africains a investi 378 millions de dollars dans l'industrie du ciment en Afrique du Sud (Okusaga 2015). Les banques nigérianes, parmi les plus dynamiques du continent, sont peu présentes en Afrique du Sud. Certaines banques comme Arik Air, First Bank, Union Bank n'y ont que de simples bureaux de représentation. À noter toutefois qu'un grand nombre de petites entreprises nigérianes opèrent en Afrique du Sud. Entre l'Afrique du Sud et le Nigeria, les enjeux de partenariat économique sont donc multiples et importants. Orderson et Smith (2015) font remarquer toutefois que les relations commerciales entre les deux pays, bien qu'améliorées ces dernières années, n'ont pas atteint le niveau qu'elles devraient avoir en raison des tensions et d'un manque de volonté du côté des gouvernements. C'est dire à quel point la coopération bilatérale s'opère laborieusement.

La coopération bilatérale n'exclut pas la compétition

En dépit d'une dynamique de coopération croissante, l'Afrique du Sud et le Nigeria ont dû faire face à une série de querelles dans leurs relations bilatérales. Par exemple, côté nigérian, on se plaint du durcissement des règles d'obtention du visa pour l'Afrique du Sud, une plainte aggravée en mars 2012 lorsque 125 passagers nigérians ont été refoulés à leur arrivée à Johannesburg, faute d'avoir des carnets de vaccination contre la fièvre jaune. Cela a été très mal accueilli par Abuja, qui a riposté, en reconduisant aux frontières des dizaines de Sud-Africains pourtant en règle au Nigeria. Selon feu Olugbenga Ashiru, à l'époque ministre nigérian des Affaires étrangères, « aucune nation ne devrait considérer comme acquis le contexte économique amical du Nigeria, où les entreprises sud-africaines font plus de bénéfices au Nigeria qu'en Afrique du Sud » (*Panapress* 2012). Pretoria a dû présenter ses excuses. En avril 2015, un autre épisode de querelle est survenu, à la suite d'une autre série d'attaques xénophobes exercées en Afrique du Sud à l'encontre des immigrés. En signe de protestation contre les Nigérians touchés, Abuja a rappelé son chargé des affaires à Pretoria, Martin Cobham, et son consul général à Johannesburg, Uche Ajulu-Okeke. Ce fut une décision diplomatique sans précédent entre les deux pays depuis la chute de l'apartheid en Afrique du Sud. Les médias et la classe politique nigérians ont

sévèrement critiqué l'Afrique du Sud pour les violences xénophobes³ et ont réclamé des relations équilibrées entre les deux pays, puis appelé au boycott des entreprises sud-africaines. Dans sa réaction, Pretoria a rappelé la mort de Sud-Africains dans l'effondrement d'un bâtiment intervenu à Lagos un an plutôt, en septembre 2014 :

L'Afrique du Sud demeure attachée à un fort lien d'amitié avec le Nigeria. C'est pour cette raison que lorsque 84 de nos citoyens ont péri à Lagos, nous n'avons pas blâmé le gouvernement nigérian pour ces morts, même s'il a accusé plus de neuf mois de retard dans le rapatriement des corps qui sont arrivés dans un état tel qu'on ne pouvait les toucher ou les consulter conformément à nos pratiques d'enterrement (DIRCO 2015).

Pour dissiper les divergences, des visites de haut niveau ont été effectuées. Jacob Zuma s'est rendu au Nigeria lors de l'inauguration de la présidence de Muhammadu Buhari le 29 mai 2015, un rapprochement visant à démarrer du bon pied les relations avec Abuja et Pretoria. En juin de la même année, Buhari a été en Afrique du Sud dans le cadre du Sommet de l'UA. En dépit de ces déplacements, il n'y a pas eu de signe de détente. En octobre 2015, MTN, le plus grand opérateur sud-africain de téléphonie mobile en Afrique, est condamné par la Commission des communications du Nigeria à payer une amende de 5,2 milliards de dollars pour n'avoir pas déconnecté de son réseau près de 5,1 millions d'utilisateurs non enregistrés⁴. L'État nigérian se dit convaincu que des cartes SIM non enregistrées ont été utilisées par des groupes armés, dont Boko Haram. L'amende a été présentée dans la presse sud-africaine comme quelque chose de « totalement déraisonnable » et politiquement motivée (Allison 2015b ; Strydom & Motsoeneng 2015 ; Fabricius 2015). Soko (2015) va plus loin et considère que l'Afrique du Sud se laisse prendre au chantage du Nigeria qui utilise son grand marché comme moyen de pression.

Le 8 mars 2016, Zuma s'est rendu au Nigeria, où il a tenu un discours à l'Assemblée nationale. Depuis le retour de la démocratie dans ce pays en 1999, c'était la première fois qu'un leader d'un autre pays africain tenait un discours devant le Parlement nigérian. En février 2017, environ un an après cette visite, d'autres attaques ont encore visé des étrangers – y compris des Nigérians – en Afrique du Sud. Dans le même temps, 97 Nigérians sont expulsés par Pretoria. Le Nigeria a ensuite protesté, allant jusqu'à demander à l'Union africaine de faire quelque chose, pendant que de jeunes Nigérians s'attaquent au siège de MTN.

Certes, il s'avère difficile de dire exactement à quel point les divergences entre l'Afrique du Sud et le Nigeria affectent leur coopération économique. Ce qui est sûr, c'est que les acteurs économiques ont souvent été visés ou critiqués. Plus globalement, les investisseurs sud-africains se sont souvent plaints du harcèlement exercé par les autorités nigérianes. Ce qui est intéressant à noter

sur ce point, c'est que parmi la centaine de compagnies sud-africaines présentes au Nigeria, seules quatre d'entre elles (Woolworths, Truworts, Vodacom et Telkon) ont mis fin à leurs activités dans ce pays, sous prétexte qu'il est difficile d'y faire des affaires en raison de sévères réglementations et de problèmes de distribution. La ruée de compagnies sud-africaines vers le Nigeria ne s'est pas encore traduite par un départ massif ; cela laisse supposer que ce pays demeure un marché lucratif. La même chose peut être dite de l'Afrique du Sud qui, malgré de nombreuses attaques épisodiques xénophobes, se pose comme une destination attractive pour beaucoup de Nigérians à la recherche d'opportunités économiques ou de lieu de séjours touristiques. Lors d'une conférence de presse conjointe avec Goodluck Jonathan, le 7 mai 2013 à Pretoria, Jacob Zuma a laissé savoir aux médias que 70 000 touristes nigérians avaient visité l'Afrique du Sud en 2012 (Davis 2013).

L'accès au marché africain

Un accès disproportionné ?

L'Afrique fait partie des régions ayant les économies les plus dynamiques, un fait favorisé par plusieurs facteurs, dont une croissance élevée – une moyenne de 4,7 pour cent entre 2000 et 2017 (CUA/OCDE 2018:17) –, une augmentation du marché de la consommation (1,2 milliard d'habitants), une diversification des domaines d'investissements. Pour les acteurs économiques et financiers des pays développés et émergents, le continent est devenu une importante destination, à tel point qu'on la présente comme la prochaine frontière pour l'investissement (Randall 2014). En 2015, près de 60,4 milliards de dollars d'Investissements directs étrangers (IDE) y ont été réalisés, soit cinq fois plus qu'en 2000 (Diop *et al.* 2015).

Du fait de l'héritage colonial et du déséquilibre entre le Nord et le Sud, l'économie africaine a longtemps été dominée par les grandes puissances occidentales. Toutefois, ce rapport de dépendance à l'Occident tend à s'effilocher avec la présence accrue des pays émergents sur le continent. Dans ses relations commerciales, l'Afrique se rapproche de plus en plus des pays émergents. En 2016, les échanges avec les économies émergentes représentaient 51 pour cent des exportations du continent et 46 pour cent de ses importations (CUA/OCDE 2018:38). L'Afrique se présente aujourd'hui comme la principale source des importations de la Chine et son deuxième plus grand marché, derrière l'Europe. Les changements intervenus du fait des pays émergents sont aussi perceptibles à travers les relations commerciales des pays en question ici, à savoir l'Afrique du Sud et le Nigeria. L'Inde est devenue le premier pays d'exportation du Nigeria, une position qui ravale au second plan les États-Unis qui occupaient la

première place depuis 1964 (*The Economic Times* 2012). Depuis 2009, l'Afrique du Sud a comme premier partenaire commercial la Chine, et non les États-Unis.

Quoiqu'il en soit, de manière globale, l'on constate que les États africains entretiennent beaucoup plus de relations économiques avec les puissances occidentales et émergentes, qu'ils ne le font entre eux. Le commerce intra-africain demeure, en effet, faible comparativement aux échanges qui se réalisent au sein des autres régions du monde. Par exemple, en termes d'exportations, le commerce intra-africain était de 11 pour cent entre 2007-2011, alors que, dans la même période, la part moyenne du commerce régional se trouvait à 21 pour cent en Amérique latine et Caraïbes, 50 pour cent en Asie et 70 pour cent en Europe (CNUCED 2013:5). Toutefois, il est à remarquer que, de manière isolée, la valeur réelle du commerce au sein de l'Afrique ne cesse d'augmenter, étant passée de 32 milliards de dollars en 2000 à 54 milliards en 2011 (CNUCED 2013:4). L'amélioration est due à plusieurs facteurs, dont le renforcement du marché africain de la consommation, la croissance économique, les efforts en matière d'intégration régionale – formation de marchés communs, zones de libre-échange et d'unions douanières⁵.

Conscients des enjeux économiques que représente le continent, l'Afrique du Sud et le Nigeria ont développé une politique étrangère qui donne la priorité à l'Afrique et cherchent à renforcer leur présence dans la région. À préciser toutefois que l'afro-centrisme nigérian, conceptualisé à travers la présentation de « l'Afrique comme pièce maîtresse » (Adedeji 1976), est bien antérieur à celui de l'Afrique du Sud. D'ailleurs, cette approche a permis de justifier la longue mobilisation du Nigeria dans la décolonisation, la lutte contre l'apartheid et l'impérialisme en Afrique (Frhd & Iwuoha 2012 ; Al-Hassane 2008). Du côté de l'Afrique du Sud, c'est seulement à la fin de l'apartheid en 1994 que le pays a commencé à considérer l'Afrique comme une priorité. Cela est consacré par l'« Agenda africain » (Dube 2013), une approche qui permet à l'Afrique du Sud d'intensifier ses relations avec le reste de l'Afrique.

Tableau 1 : Comparaison entre l'Afrique du Sud et le Nigeria (2017)

	Afrique du Sud	Nigeria
Superficie (en km ²)	1 219 090	923 770
Population totale (en millions)	56,72	190,89
Croissance de la population (annuel)	1,2	2,6
PIB (en milliards de \$)	375,3	375,77
Croissance économique (du PIB)	1,3	0,8

Source : Compilation de données de la Banque mondiale

Certes, l’Afrique du Sud et le Nigeria ont des relations économiques plus étroites avec les pays de leur sous-région respective qu’avec le reste de l’Afrique. Par exemple, 86 pour cent des exportations sud-africaines en Afrique vont vers les autres pays de la SADC (Southern African Development Community) (Tétényi 2014:12). L’économie de l’Afrique du Sud domine dans la sous-région. Ce pays représente 71 pour cent des exportations sous-régionales de produits semi-transformés (or, platine, diamants bruts) et 90 pour cent des exportations de produits transformés – véhicules automobiles, équipements et machines, vin (CUA/OCDE 2018:103). Le Nigeria a également des liens économiques très étroits avec les quatorze autres pays membres de la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO). Cependant, seulement 3 pour cent de ses exportations vont vers ces pays (OCDE 2015:25), ce qui est très loin des performances de l’Afrique du Sud en Afrique australie. C’est l’Union européenne, et non le Nigeria, qui se présente comme le premier partenaire commercial de l’Afrique de l’Ouest. Sur le plan économique, la présence nigériane dans la sous-région demeure donc moindre que celle de l’Afrique du Sud en Afrique australie. Cette faiblesse est un indicateur, parmi d’autres, de l’échec de la diplomatie économique du Nigeria en Afrique de l’Ouest (Scholvin 2017:30), qu’il considère pourtant comme sa sphère d’influence (Mohammed 2015). Pourtant, l’Afrique de l’Ouest abrite énormément d’opportunités. Elle demeure la sous-région la plus peuplée d’Afrique (360 millions d’habitants en 2017) et comptera 809 millions d’habitants en 2050, ce qui représentera 31,7 pour cent de la population du continent (UNDESA 2017). Avec 24 pour cent du PIB de l’Afrique, l’Afrique de l’Ouest se positionne comme la seconde économie du continent, derrière l’Afrique du Nord (38 %) et devant l’Afrique australie (17 %) (CUA/OCDE 2018:193). La faible présence économique du Nigeria dans sa sous-région d’appartenance contraste avec les opportunités d’investissements considérables en Afrique de l’Ouest, et au Nigeria même, notamment pour les banques, les détaillants et les sociétés de télécommunications sud-africains (Scholvin 2017 ; Draper et Scholvin 2012).

L’Afrique du Sud a fait une entrée remarquable en Afrique à la fin de l’apartheid. Pour réduire les problèmes hérités de l’apartheid – faible croissance économique, pauvreté, inégalités –, le pays s’est en effet engagé dans un ambitieux programme de promotion des exportations et d’élargissement du marché des investisseurs sud-africains sur le continent. L’Afrique du Sud est devenue le pays africain qui exporte le plus sur le continent. Ses exportations y ont augmenté de manière considérable, de 646 millions de dollars en 1994 à 22 milliards de dollars en 2015, soit une augmentation de 3309 pour cent en vingt ans (Menell 2015).

Toutefois, en termes d'exportations, la compétition entre l'Afrique du Sud et le Nigeria ne se pose pas de manière aussi affirmée que celle entre Pretoria et Beijing. L'Afrique du Sud a vu, en effet, ses exportations en Afrique se réduire de manière significative du fait de la Chine et des relations étroites de cette dernière avec le reste de l'Afrique (Dieng 2015:766). Le fait que les exportations sud-africaines vers le reste de l'Afrique soient mises à mal par celles de la Chine montre tout le poids économique de l'Afrique du Sud sur le continent, comparativement aux autres pays comme le Nigeria. L'Afrique du Sud se présente également comme un leader en matière d'investissements. Ses investissements en Afrique sont passés de 48 millions de dollars en 1994 à 2,6 milliards de dollars en 2013. L'Afrique du Sud demeure ainsi le deuxième État en développement qui investit le plus en Afrique subsaharienne, derrière la Chine (Grobbelaar & Besada 2008).

La plupart des compagnies sud-africaines et nigérianes opèrent dans le domaine commercial, notamment dans les offres de biens et services aux consommateurs, secteurs qui présentent les meilleures perspectives de retour sur investissement. Elles ont une caractéristique commune, qui est de vouloir élargir leurs activités et pénétrer un peu plus le marché africain de la consommation en progression constante. C'est le cas notamment dans le secteur bancaire, domaine dans lequel l'Afrique du Sud et le Nigeria sont en tête de peloton en Afrique subsaharienne. En 2013, le secteur bancaire nigérian était composé de 20 banques nationales et quatre banques étrangères (Isukul & Chizea 2016:5). Les banques nigérianes comptent 75 filiales dans 32 pays africains, contre trois seulement en 2002 (FMI 2012:40). Par exemple, Ecobank a une importante base panafricaine, en étant présente dans 36 pays du continent (MGI 2016:98). L'Afrique du Sud a le secteur financier le plus développé et le plus sophistiqué en Afrique. Ce pays abrite 31 banques enregistrées, dont 17 sont sud-africaines (Isukul & Chizea 2016:5). Trois de ses grandes banques sont bien implantées sur le continent : Nedbank opère dans 35 pays, Standard Bank dans 17 pays et Absa Bank dans douze pays.

En dehors du secteur bancaire, le Nigeria dispose de très peu de compagnies, dont la plus importante demeure le groupe Dangote, qui a réussi à diversifier ses activités et possède 18 filiales en activités dans six pays africains (MGI 2016:99). À la différence du Nigeria, l'Afrique du Sud a plusieurs grands groupes dans beaucoup de domaines : télécommunications, tourisme, énergie, infrastructures, etc. D'ailleurs, MTN, Shoprite et Woolworths sont considérés comme les marques sud-africaines les plus précieuses sur le continent (Taylor 2015). Shoprite, qui œuvre dans le secteur du commerce de détail, dispose de plus de 200 magasins sur le

continent. Mais le plus grand succès a été réalisé par MTN dans le domaine des télécommunications. En dix ans, entre 2005 et 2015, MTN a multiplié par dix le nombre de ses abonnés en Afrique, et 90 pour cent de cette augmentation a eu lieu en dehors de l'Afrique du Sud (MGI 2016:98). Ce pays a aussi d'autres compagnies en activité dans l'exploitation des ressources naturelles, domaine traditionnellement dominé par les multinationales occidentales et asiatiques. Les sociétés minières sud-africaines sont actives dans le secteur minier, même si elles demeurent présentes dans un nombre limité de pays : Ghana, République démocratique du Congo (RDC), Zambie, ou Zimbabwe.

Engagement diplomatique pour la paix et gains économiques

Les États ont le rôle de créer un environnement national et régional favorable à la croissance de leurs acteurs économiques et financiers. L'Afrique du Sud et le Nigeria ont activement contribué aux initiatives ayant donné naissance à l'UA, au NEPAD ainsi qu'aux évolutions institutionnelles respectives de la SADC et de la CEDEAO. Ces organisations ont ensuite fait des progrès significatifs dans la gestion et la résolution des conflits. L'accès au marché africain justifie en grande partie l'implication de l'Afrique du Sud et du Nigeria dans le règlement des conflits, tout comme dans les évolutions des organisations internationales africaines dont ils sont membres. Mais les gains économiques sont-ils à la hauteur de leur engagement diplomatique pour la paix et la sécurité en Afrique ?

La contribution du Nigeria aux opérations de soutien à la paix en Afrique a été déterminante (Eke 2015). Le désir de faire progresser sa force économique a sans doute influencé la forte implication du Nigeria dans la gestion des conflits en Afrique de l'Ouest, notamment en Sierra Leone et au Liberia (Mohammed 2015). En contribuant activement au maintien de la paix en Sierra Leone, Abuja a pu renforcer ses relations avec Freetown, notamment en matière de commerce. La plupart des investisseurs africains en Sierra Leone sont Nigérians et une dizaine de banques nigériaines sont présentes dans ce pays, sans compter les petites et moyennes entreprises dans les secteurs du pétrole et de l'informel (Mohammed 2015).

L'engagement constructif de l'Afrique du Sud dans la résolution des conflits en Afrique a commencé seulement à la fin de l'apartheid. À la différence du Nigeria, nous l'avons vu précédemment, ce pays abrite de grandes compagnies. D'ailleurs, la moitié des grandes compagnies africaines sont sud-africaines (MGI 2016). La plupart d'entre elles sont donc capables de se déployer dans des pays lointains. C'est sûrement la raison pour laquelle

l'Afrique du Sud demeure le pays africain qui investit le plus sur le continent (Besada, Toc & Winters 2013). En tout cas, elle veille à maximiser ses intérêts économiques, notamment dans les pays ayant accueilli ses efforts de paix, comme la RDC, le Soudan, ou encore la Côte d'Ivoire (Dieng 2014). Par exemple, l'Afrique du Sud considère la RDC comme un pays d'Afrique australe dont elle a encouragé l'adhésion à la SADC en 1997. Les intérêts économiques qu'elle y défend demeurent importants. C'est dans cette perspective qu'il convient d'inscrire son engagement pour la paix dans ce pays, lequel engagement s'est poursuivi lors de la création et de l'opérationnalisation de la Brigade d'intervention mise en place en 2013 pour neutraliser les groupes armés qui sévissent à l'est de la RDC. Il importe de rappeler que quelques semaines avant le vote de la résolution portant création de ladite Brigade, l'Afrique du Sud avait pris l'engagement d'acheter 50 pour cent de l'électricité que devra produire le futur barrage d'Inga III en RDC. Dans ce cas, tout comme dans d'autres, les gains économiques que l'Afrique du Sud tire de son engagement diplomatique pour la paix ne sont pas négligeables. À noter toutefois que, de manière globale, en raison des problèmes linguistiques et de cultures commerciales et juridiques différentes, la présence des entreprises sud-africaines en Afrique francophone demeure moindre (Games 2017). Ce constat est aussi valable pour le Nigeria.

Le Nigeria a-t-il autant de ressources que l'Afrique du Sud pour tirer avantage de son engagement diplomatique ? Ce sont les capacités financières qui ont permis à Abuja de jouer un rôle de leadership, que ce soit dans la décolonisation, la lutte contre l'apartheid, au sein des organisations africaines comme la CEDEAO et l'Union africaine, ou dans la gestion des conflits en Guinée-Bissau, au Liberia et en Sierra Leone. Cependant, la participation au maintien de la paix en Afrique a valu au Nigeria de sévères critiques, notamment sur la manière dont les gouvernements successifs ont été emportés par l'allure philosophique de l'afro-centrisme plutôt que par une traduction réelle et rationnelle de ce concept (Al-Hassan 2008). Cela explique pourquoi, en dépit d'énormes dépenses financières et de la perte massive de ressources humaines et matérielles dans les guerres du Liberia et de la Sierra Leone, le Nigeria a été incapable de réaliser des bénéfices économiques (Ogunnubi 2017 ; Scholvin 2017 ; Olukotun 2013 ; Pine 2011).

Dans le même temps, on constate que l'Afrique du Sud est critiquée elle aussi, mais sur le fait qu'elle s'appuie sur une mobilisation diplomatique qui sert uniquement ses intérêts. L'on mentionne que ce pays représenterait davantage un vecteur économique qu'une diplomatie pour la paix alliée à l'idéologie de la « renaissance africaine » (The Reality of Aid 2010 ; Crouzel 2000). Par le fait de ses exportations massives et de ses ambitions

économiques, l’Afrique du Sud est même accusée de contribuer au démantèlement des appareils productifs des pays voisins, voire de vouloir s’approprier des richesses d’autres États comme la RDC, au détriment de la stabilité (The Reality of Aid 2010). L’on constate que malgré les critiques, l’Afrique du Sud ne cesse d’affiner sa stratégie économique avec le reste du continent. C’est dans cette perspective que le Trade Invest Africa – un organe du Département du commerce et de l’industrie chargé de coordonner et d’opérationnaliser la stratégie économique de l’Afrique du Sud en Afrique – a été créé en avril 2016. Le Trade Invest Africa a pour mission d’améliorer la collaboration entre le gouvernement sud-africain et le secteur privé, dans le but de maximiser les opportunités d’investissements sur le continent.

Conclusion et perspectives

Qui va être la première puissance du continent ? Telle semble être la principale question qui sous-tend la compétition entre l’Afrique du Sud et le Nigeria, chacun prétendant détenir les ressources et les critères qui correspondent à ce statut. Pendant longtemps, l’Afrique du Sud post-apartheid était considérée comme la première puissance économique africaine. En 2014, cette position est allée au Nigeria. Cependant, face à de nombreux problèmes internes, Abuja n’a pu approfondir davantage son avance économique sur Pretoria. Toutefois, l’Afrique du Sud dispose de l’économie la plus performante, la plus diversifiée et la plus industrialisée du continent et est bien pourvue dans beaucoup de domaines essentiels au développement économique – infrastructures, banques, éducation, accès à la technologie, etc. De ce point de vue, l’Afrique du Sud a un niveau de développement plus avancé que le Nigeria. Par conséquent, autant en termes de commerce que d’investissements sur le continent africain, l’Afrique du Sud a une longueur d’avance sur le Nigeria. La part de l’Afrique du Sud dans le commerce interafricain est de 25 pour cent (32 milliards de dollars), pendant que celle du Nigeria se situe à hauteur de 5,5 pour cent, soit 7,1 milliards de dollars⁶.

L’Afrique abrite des opportunités économiques importantes, raison pour laquelle elle est convoitée par les puissances établies et émergentes. Tout comme ces dernières, l’Afrique du Sud et le Nigeria, les deux puissances du continent, sont dans la mêlée, mais de manière disproportionnée. Cependant, en ce qui concerne la présence économique sur le continent, l’un et l’autre sont devancés par les acteurs non africains.

Le commerce intra-africain représente aussi des enjeux immenses. La prise en compte de ces enjeux a poussé l’Union africaine à impulser la mise en place d’une zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), dont

l'accord est signé en mars 2018 à Kigali au Rwanda. À terme, ce sera la plus grande zone de libre-échange au monde, et cela pourra accroître le commerce intra-africain de 52,3 pour cent (CAPC, CEA & UA 2018). Plus de 50 pays africains ont déjà adhéré à la ZLECA, y compris l'Afrique du Sud dont la signature est intervenue le 2 juillet 2018, lors du 31^e sommet de l'Union africaine à Nouakchott, en Mauritanie. Le Nigeria traîne encore des pieds pour rejoindre l'initiative, ce qui semble en contradiction avec son ambition de leader et sa volonté de renforcer ses relations avec le reste de l'Afrique.

La projection économique de l'Afrique du Sud et du Nigeria dans le reste de l'Afrique dépend de leur développement économique au niveau interne. L'un et l'autre ont de grandes potentialités qui ne sont pas suffisamment exploitées, en raison de nombreuses lacunes au niveau interne : criminalité, corruption, pauvreté, inégalités, problèmes d'infrastructures et d'accès à l'électricité, etc. Les potentialités du Nigeria sont encore moins bien exploitées, en raison de nombreuses insurrections armées (Boko Haram, par exemple) dans le nord du pays et dans le Delta du Niger. Ce pays, la première puissance démographique en Afrique, a aussi besoin d'investissements massifs dans plusieurs domaines : infrastructures, technologie, système bancaire, commerce de détail, etc.

Une autre caractéristique commune de l'Afrique du Sud et du Nigeria tient aux ressources naturelles qui portent en grande partie leurs économies. L'Afrique du Sud dispose de beaucoup de ressources minières : or, diamant, platine, etc. Le Nigeria a, pour sa part, beaucoup de réserves de pétrole et demeure le premier producteur en Afrique devant l'Algérie et l'Angola (OCDE 2015:18). Il dispose également des plus grandes réserves de gaz naturel sur le continent. L'Afrique du Sud est, de son côté, le pays le plus industrialisé d'Afrique. Par exemple, la part de l'industrie sud-africaine dans le PIB était de 38,5 pour cent en 2012 (DEV 2012). L'économie sud-africaine est plus diversifiée que celle du Nigeria dominée par le pétrole⁷. Parmi les 667 investissements réalisés en Afrique du Sud entre 2010 et 2014, 19 pour cent sont allés dans les services aux entreprises, 17,86 pour cent dans les logiciels et services de l'information et 12,62 pour cent dans le système financier (FDI Intelligence 2015). Au total, plus de 51 pour cent des projets d'investissement ont été mis en œuvre dans des secteurs comme les technologies, les médias, les télécommunications, les produits financiers et de consommation (RMB 2015). Dans le cas du Nigeria, l'on note que l'économie se diversifie rapidement depuis quelques années. Par exemple, la part du secteur minier dans le PIB est passée de 38 pour cent en 2008 à 14 pour cent en 2014, et de 6 pour cent à 15 pour cent pour le secteur des

services dans le même intervalle de temps (Betts 2015). Le secteur pétrolier, qui représentait 30 pour cent du PIB du Nigeria dans les années 1980, se situe autour de 10 pour cent (OCDE 2015). Ces développements, s'ils se poursuivent et se consolident, pourraient améliorer de manière significative l'attractivité et la compétitivité du Nigeria.

Notes

1. Dans le même temps, le PIB de l'Afrique du Sud était de 351,1 milliards de dollars.
2. En effet, lorsque Mbeki avait été envoyé à Lagos, au Nigeria en 1977, pour y implanter un bureau de l'ANC dont il deviendra le chef jusqu'en 1978, Obasanjo était à la tête de l'État nigérian (1976 à 1979).
3. Entre 2011 et 2014, pas moins de 143 Nigérians ont été tués dans les attaques xénophobes en Afrique du Sud.
4. Le montant de l'amende est finalement ramené à 1,7 milliard de dollars après plusieurs mois de négociations.
5. Par exemple, la zone de libre-échange de la SADC lancée en 2008; et la zone de libre-échange tripartite lancée en 2015 et qui regroupe 26 pays de la SADC, du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et de la communauté de l'Afrique de l'Est (CAE).
6. Selon Yemi Osinbajo, vice-président du Nigeria. Voir Kingsley Alu, « Nigeria will change intra-African trade matrix », *Ledearship*, 18 juillet 2018.
7. Le pétrole représente environ 10 % du PIB du Nigeria, près de 90 pour cent de ses exportations et environ 75 % des recettes fiscales de l'État.

Références

- Adebajo, A. & C. Landsberg, 2003, « South Africa and Nigeria as Regional Hegemons », in M. Baregu & C. Landsberg (dir.) *From Cape to Congo : Southern Africa's Evolving Security Challenges*, Londres, Lynne Rienner Publishers, p. 171-203.
- Adebajo, A., 2008, « Hegemony on a Shoestring : Nigeria's Post-Cold War Foreign policy », in A. Adebajo et A. R. Mustapha (dir.) *Gulliver's Troubles : Nigeria's Foreign Policy after the Cold War*, Scottsville, University of KwaZulu Natal Press, p. 1-37.
- Adebajo, A., 2013, « South Africa, Nigeria – African Giants », *Sunday Independent*, 12 mai.
- Adedeji, A., 1976, *A Report of the Committee on the Review of Nigerian Foreign Policy Including Economic and Technical Co-operation*, Lagos, Government Printer.
- Agbu, O., 2010, « Nigeria and South Africa : The Future of a Strategic Partnership », in O. C. Eze (dir.) *Beyond 50 Years of Nigeria's Foreign Policy : Issues, Challenges and Prospects*, Lagos : Nigerian Institute of International Affairs (NIIA) Publications.

- Akindele, R. A., 2007, « Nigeria's National Interests and Her Diplomatic Relations with South Africa », in B. A. Akinterinwa (Dir.) *Nigeria's National Interests in a Globalising World : Further Reflections on Constructive and Beneficial Concentricism*, Ibadan, Bolytag International Publishers.
- Al-Hassan, H. Y., 2008, « Nigeria-Africa Foreign Policy : Time for Sober Reflection », *Nigeria World*, 13 août.
- Allison, S., 2015a, « In the Aftermath of Xenophobic Attacks, South Africa-Nigeria Relations Reach a New, Historic Low », *Daily Maverick*, 27 avril.
- Allison, S., 2015b, « Nigeria Imposes Record \$5.2bn Fine on South African Phone Company », *The Guardian*, 28 octobre.
- Alu, A., 2018, « Nigeria will change intra-African trade matrix », *Le leadership*, 18 juillet.
- Amusan, L. & J.-A. Wyk, 2011, « The Complexities of Bilateral Relations : The Nigeria – South Africa Relations (2000-2006) », *Politeia*, vol. 30, n° 32, p. 37-54.
- Bach, D., 2007, « Nigeria's « Manifest destiny » in West Africa : Dominance without power », *Africa Spectrum*, vol. 42, n° 2, p. 301-321.
- Besada, H., E. Toc & K. Winters, 2013, « South Africa in the BRICS. Opportunities, challenges and prospects », *Africa Insight*, vol. 42, n° 4, p. 1-15.
- Betts, I., 2015, « Nigeria Poised to Become Investor Magnet », *Business Day*, 5 juin.
- Centre africain pour les politiques commerciales (CAPC), Commission économique pour l'Afrique (CEA) et Union africaine (UA), 2018, *La Zone de libre-échange continentale africaine. Questions et réponses*, Addis-Abeba, CAPC, CEA.
- Commission de l'UA/Organisation de coopération et de développement économique (CUA/OCDE), 2018, *Dynamiques du développement en Afrique : croissance, emploi et inégalités*, Addis-Abeba, Paris, Éditions OCDE.
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), 2013, *Le développement économique en Afrique. Commerce intra-africain : libérer le dynamisme du secteur privé*, Genève, Conseil du commerce et du développement, UNCTAD/ALDC/AFRICA/2013, 28 juin.
- Crouzel, I., 2000, « La « renaissance africaine » : un discours sud-africain ? », *Politique africaine*, n° 77, p. 171-182.
- Darracq, V., 2011, « Jeux de puissance en Afrique : le Nigeria et l'Afrique du Sud face à la crise ivoirienne », *Politique étrangère*, n° 1, p. 361-374.
- Davis, R., 2013, « Nigeria and South Africa, no Tension to See here », *Daily Maverick*, 8 mai.
- Department of International Relations and Cooperation (DIRCO), 2015, « South African Government Responds to the Decision by the Nigerian Government ». Consulté sur Internet (<http://www.dfa.gov.za/docs/2015/nige0426.htm>) le 5 octobre 2018.
- Dieng, M., « Maintien de la paix : apports et limites de l'action diplomatique sud-africaine », *Études internationales*, vol. XLV, n° 2, p. 207-227.
- Dieng, M., 2015, « L'Afrique du Sud et la Chine en Afrique : une cohabitation difficile ? », *The European Journal of Development Research*, vol. 27, n° 5, p. 762-776.
- Diop, M., Y. Li, L. Yong et A. Shide, 2015, « L'Afrique : destination de prédilection des investisseurs ». Consulté sur Internet (<http://www.banquemonde.org/fr/news/opinion/2015/06/30/africa-still-poised-to-become-the-next-great-investment-destination>) le 3 août 2018.

- Draper, P. & S. Scholvin, 2013, « The Economic Gateway to Africa ? Geography, Strategy and South Africa's Regional Economic Relations », *SAIIA Occasional Paper*, 121, Johannesburg, SAIIA.
- Dube, M., 2013, « BRICS Summit 2013 : Strategy for South Africa's Engagement », *Policy Briefing* 62, Johannesburg, South African Institute of International Relations (SAIRR), University of Witwatersrand.
- Eke, S. J., 2015, « Why this Charity Begins Abroad : Comparing Nigeria's Foreign Peacekeeping Undertakings and Domestic Counter-insurgency Operations », *The Round Table, The Commonwealth Journal of International Affairs*, vol. 104, n° 3, p. 281-296.
- Ernst & Young, 2014, « EY's Attractiveness Survey : Africa 2014 ». Consulté sur Internet ([http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/EY-attractiveness-africa-2014/\\$FILE/EY-attractiveness-africa-2014.pdf](http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/EY-attractiveness-africa-2014/$FILE/EY-attractiveness-africa-2014.pdf)) le 10 juillet 2018.
- Fabricius, P., 2015, « South Africa should take on Nigeria over MTN », *IOL News*, 9 novembre.
- FDI Intelligence, 2015, « Middle East and African Countries of the Future 2015-2016 – The Winners ». Consulté sur Internet (http://www.fdiintelligence.com/Locations/Middle-East-Africa/Middle-East-African-Countries-of-the-Future-2015-16-the-winners?utm_campaign=Enewsletter+August+2015+%282nd%29&utm_source=emailCampaign&utm_medium=email&utm_content) le 10 juillet 2018.
- Fin24, 2014, « South Africa Dependence on Petrol Imports Growing », *Fin24*, 2 septembre.
- Fioramonti, L., 2013, « Nigeria vs South Africa in Flawed GDP Battle », *Mail & Guardian*, 28 juin.
- Frhd, N. G. & V. C. Iwuoha, 2012, « A Reflection on Nigeria's Past : Africa as the Centerpiece of Nigeria's Foreign Policy Revisited », *Developing Country Studies*, vol. 2, n° 4, p. 76-84.
- Games, D., 2017, « South Africa's Economic Engagement in Sub-Saharan Africa : Drivers, Constraints and Future Prospects », Londres, Chatham House.
- Grobbelaar, N. & H. Besada, 2008, *Unlocking Africa's potential : The role of corporate South Africa in strengthening Africa's private sector*, Johannesburg, South African Institute of International Affairs (SAIIA).
- Isukul, A. C. & J. J. Chizea, 2016, « Corporate Governance Disclosure in Developing Countries : A Comparative Analysis in Nigeria and South African Banks », *Asian Journal of Economics, Business, and Accounting*, vol. 1, n° 3, p. 1-15.
- Landsberg, C., 2008, « An African Concert of Powers ? Nigeria and South Africa's Construction of the AU and NEPAD », in A. Adebajo & A. R. Mustapha (Dir) *Gulliver's Troubles : Nigeria's Foreign Policy after the Cold War*, Scottsville, South Africa, University of KwaZulu Natal Press, p. 203-2019.
- Landsberg, C., 2012, « Continuity and Change in the Foreign Policies of Mbeki and Zuma Governments », *Africa Insight*, vol. 41, n° 4, p. 1-16.
- McKinsey Global Institute (MGI), 2010, *Lions on the Move : The Progress and Potential of African Economies*. Consulté sur Internet (<https://www.mckinsey.com/global-themes/middle-east-and-africa/lions-on-the-move>) le 10 juillet 2018.

- McKinsey Global Institute (MGI), 2016, *Lions on the Move II : Realizing the Potential of Africa's Economies*. Consulté sur Internet (<https://www.mckinsey.com/global-themes/middle-east-and-africa/lions-on-the-move-realizing-the-potential-of-africas-economies>) le 10 juillet 2018.
- Menell, R., 2015, « Business Must Take the Lead and Selling the Merits of Africa », *Business Day*, 5 juin.
- Mohammed, M., 2015, « The Cost of Benefit of Nigeria's Peace Mission in Sierra Leone », *African Journal of Political Science and International Relations*, vol. 9, n° 11, 2015, p. 393-403.
- Molele, C., 2012, « Why Nigeria Hates South Africa : Gloves off to be Champion of Africa ? », *Mail & Guardian*, 8 juin.
- Nigeria-South Africa Chamber of Commerce, 2014 « Africa Competitiveness : Nigeria/South Africa Cooperation or Competition », 16 septembre. Consulté sur Internet (<http://nsacc.org.ng/africa-competitiveness-nigeriasouth-africa-cooperation-or-competition/>) le 9 juillet 2018.
- Odubajo, T. & S. Akinboye, 2017, « Nigeria and South Africa : Collaboration or Competition », *South African Journal of International Affairs*, vol. 24, n° 1, p. 61-77.
- Ogunnubi, O., 2017, « Effective Hegemonic Influence in Africa : An Analysis of Nigeria's « Hegemonic » Position », *Journal of Asian and African Studies*, vol. 52, n° 7, p. 932-946.
- Okusaga, B., 2015, « Seeing Value Where Others See Challenges – The Story of South African Businesses in Nigeria », *ThisDay Live*, 3 mai.
- Olukotun, A., 2013, « NSIA'S Search for a new Foreign Policy », *Punch News Paper*, 1er mars.
- Orderson, C. & P. Smith, 2015, « Nigeria/South Africa : Breaking the cycle », *The Africa Report*, 30 octobre.
- Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), 2015, *Investment Policy Reviews : Nigeria 2015*, Paris, OCDE.
- Panapress, 2012, « Le Nigeria refoule 56 autres passagers sud-africains », *Panapress*, 7 mars.
- Parsi, M., 2017, « L'Afrique du Sud et le Nigeria, deux géants en défiance », *Radio France Internationale (RFI)*, 14 avril.
- Pine, A., 2011, « Nigeria Foreign Policy : 1960-2011 : Fifty-One Years of Conceptual Confusion », *Modern Ghana*, 4 octobre.
- Randall, D., 2014, « Why Africa is the Next Frontier for Fund Investor », *Reuters*, 21 mars.
- Soko, M., 2015, « South Africa too Timid in Handling Nigeria », *BDlive*, 29 mai.
- Strydom, T. J. & T. Motsoeneng, 2015, « MTN Shares drop as Telecoms Firm Negotiates Nigeria Fine », *Reuters*, 2 novembre.
- Taylor, D., 2015, « Keys to Business Success in Africa », *BDlive*, 22 octobre.
- Tétényi, A., 2014, « South Africa vs. Nigeria : Competing Countries for Leadership Position in Sub-Saharan Africa », Paper Presented at the ISA/Flasco Conference in Buenos Aires, Argentine, 24 juillet.

- The Economic Times, 2012, « India overtakes US as Nigeria's biggest export market », *The Economic Times*, 23 juin.
- The Reality of Aid, 2010, *Rapport spécial sur la coopération Sud-Sud 2010*, Quezon City (Philippines), EBON Books.
- The School of International Development (DEV), 2012, *Chinese Competition and the Restructuring of South African Manufacturing*, DEV Research Briefing 4, Norvège, University of East Anglia, The School of International Development.
- Tjønneland, E. N., 2013, « Providing Development Aid to Africa : Comparing South Africa with China, India, and Brazil », *South African Foreign Policy Initiative (SAFPI) Policy Brief 25*.
- United Nations, Department of Economic and Social Affairs (UNDESA), 2017, *World Population Prospects : The 2017 Revision*. Consulté sur Internet (<https://www.un.org/development/desa/publications/world-population-prospects-the-2017-revision.html>) le 10 septembre 2018.
- Verront, J.-B., 2006, « L'Afrique du Sud et le Nigeria : du maintien de la paix à la recherche d'un positionnement stratégique sur le continent africain », *Afrique contemporaine*, vol. 3, n° 219, p. 163-172.